

que la plupart des objectifs militaires sis dans la partie sud du territoire de l'URSS sont couverts par l'aviation basée en Turquie, ou encore à Chypre si l'on inclut les bombardiers britanniques, ou enfin embarquée à bord des porte-avions de la VI<sup>e</sup> flotte américaine, véritables cathédrales flottantes. La plupart des stratèges américains n'ont donc pas tout à fait tort de conclure que la Grèce ne fait pas le poids si on la compare à la Turquie.

Il reste toutefois que les États-Unis disposent d'importantes facilités portuaires en Grèce, notamment au Pirée et à Mégare, ainsi que d'installations américaines non négligeables à Hellinikon et à Lepsis. Toutes ces dispositions sont régies par des accords bilatéraux conclus entre Athènes et Washington, et on ignore pour l'instant si le retrait annoncé de la Grèce de l'organisation militaire de l'OTAN entraînera une remise en cause des liens bilatéraux. Washington espère pour sa part que le geste posé par Athènes n'est pas irrémédiable et qu'elle réintègrera tôt ou tard les rangs de l'OTAN, d'autant que la France elle-même semble revenir, en ce domaine, à de meilleurs sentiments. La Turquie, pour sa part, suit attentivement les enchères. Elle ne se cache pas en tout cas pour dire que les Américains pourraient fort bien trouver en Turquie les bases qui pourraient leur faire défaut ailleurs. Un tel jugement n'est évidemment pas faux du point de vue stratégique, mais il soulève de délicats problèmes au niveau politique. Voulant ménager la chèvre et le chou, il est probable que les États-Unis tenteront par tous les moyens possibles de satisfaire, à des degrés divers, tout à la fois les deux parties.

### Que réserve l'avenir ?

L'évolution actuelle de la situation ne permet d'ailleurs pas de conclure que tout est irrémédiablement perdu. Au moment où cet article est rédigé, des élections générales sont prévues en Grèce en novembre 1974. D'ici là, la Turquie aura peut-être assoupli sa position, et l'aide militaire qui vient d'être suspendue à ce pays par le Congrès américain laisse croire en tout cas que les États-Unis sont bien décidés à arracher à Ankara quelques concessions.

Il est peu probable que les autorités grecques acceptent de réintégrer l'organisation militaire de l'OTAN, encore que de nombreux officiers militaires siègent toujours au sein de ses organes. Il semble donc que nous soyons en période de transition et qu'une coopération indirecte de la Grèce avec l'OTAN ne soit pas exclue. De plus, il faudra régler de sérieux problèmes, car la Grèce est le siège d'importants centres

de communications qui relient la Turquie aux autres pays de l'OTAN. Elle fait de plus partie du nouveau système de détection électronique NADGE qui assure une couverture radar à tous les pays de l'OTAN. Cette couverture radar a malheureusement été interrompue durant les hostilités à Chypre, ce qui laissait sans protection tout le flanc sud de l'OTAN. Une délicate négociation est donc à prévoir en ce domaine, et il est clair que les États-Unis, avant de mettre tous leurs œufs dans le panier turc, tenteront de persuader Athènes de maintenir avec les pays de l'OTAN une certaine forme de coopération militaire.

Quant à Chypre, enfin, on peut certes accorder un certain poids à la thèse que les États-Unis ne verraient pas d'un mauvais œil que l'île soit divisée puisque chacune des parties, dans la mesure où elles seraient rattachées, l'une à la Grèce, l'autre à la Turquie, pourrait constituer autant de bases susceptibles d'être mises à la disposition des États-Unis dans le cadre de l'Alliance atlantique. Mais les bases britanniques de l'île ne remplissent-elles pas déjà ces fonctions? Et si, comme plusieurs le prétendent, l'intérêt renouvelé du Pentagone pour Chypre résulte en grande partie de la fonction stratégique de l'île vis-à-vis du Moyen-Orient, n'y a-t-il pas lieu de craindre qu'en cas de conflit l'île déclare sa neutralité, un peu à l'image de la plupart des autres pays de l'OTAN durant la crise d'octobre 1973? La Grèce n'a pas agi différemment, à cette différence qu'elle ferma les yeux, en pratique, pour permettre l'exécution d'opérations de ravitaillement à partir des bases américaines.

Ces arguments ne nient cependant en rien l'importance stratégique de l'île dans le bassin oriental de la Méditerranée. Que l'on songe, par exemple, aux opérations maritimes menées contre les bâtiments syriens durant la guerre d'octobre. Chypre en ce sens constitue un poste d'observation par excellence. L'île représente, de plus, le principal point de transit entre Israël et le monde arabe. Les enjeux sont donc considérables, mais il est clair aussi que les fonctions stratégiques pourraient être exercées à partir d'autres points en Méditerranée, de la Turquie notamment.

Dans l'ensemble, les arguments stratégiques qu'on pourrait évoquer pour appuyer l'hypothèse d'un soutien total du Pentagone et de la CIA dans le coup d'état cypriste n'apparaissent ni suffisants ni déterminants. Dans l'esprit des dirigeants grecs, il est probable que l'objectif visait avant tout à contrer les tendances par trop neutralistes du président Makarios. Si tel était l'objectif, il faut bien avouer que le jeu n'en valait pas la chandelle.